

LOCAL FILMS PRÉSENTE
EN COPRODUCTION AVEC ALINA FILM & BLINKER FILMPRODUKTION

Une jeunesse allemande



UN FILM DE JEAN-GABRIEL PÉRIOT

SCÉNARIO, MONTAGE, RÉALISATION: JEAN-GABRIEL PÉRIOT DIRECTRICE DE PRODUCTION ET DOCUMENTATION: EMMANUELLE KOENIG
MONTAGE SON: ETIENNE CURCHOD LAURE ARTO-TOULOT MUSIQUE ORIGINALE: ALAN MUMENTHALER
UNE PRODUCTION LOCAL FILMS EN COPRODUCTION AVEC ALINA FILM ET BLINKER FILMPRODUKTION
PRODUIT PAR: NICOLAS BREVIERE, DAVID EPINEY, EUGENIA MUMENTHALER ET MEIKE MARTENS AVEC LE SOUTIEN DE: EURIMAGES
EN COPRODUCTION AVEC: RBB EN COOPÉRATION AVEC: ARTE ET LA: RADIODIFFUSION SUISSE
UNITÉ DES FILMS DOCUMENTAIRES EN ASSOCIATION AVEC: INDEFILMS ET L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA CULTURE - DFI
ET LA PARTICIPATION DE: CINEFORUM ET LE SOUTIEN DE LA LOTERIE ROMANDE

Allemagne 1965-1977, de la bataille des images à la lutte armée.



Artwork: Check Morris

arte

Télérama

Le Monde

CAHIERS
CINEMA

L'Histoire

TRANSFUCÉ

Rue89



acid
CINEMA
POUR L'ÉDUCATION



Synopsis



La Fraction Armée Rouge (RAF), organisation terroriste d'extrême gauche, également surnommée « la bande à Baader » ou « groupe Baader-Meinhof », opère en Allemagne dans les années 70. Ses membres, qui croient en la force de l'image, expriment pourtant d'abord leur militantisme dans des actions artistiques, médiatiques et cinématographiques. Mais devant l'échec de leur portée, ils se radicalisent dans une lutte armée, jusqu'à commettre des attentats meurtriers qui contribueront au climat de violence sociale et politique durant « les années de plomb ».

Note d'intention de Jean-Gabriel Périot, réalisateur



« Mes films dressent un portrait sombre de l'humanité : les camps de concentration, Hiroshima, la prison... ou encore : la revanche, la vengeance, l'oppression, l'atteinte aux corps, la mort. Pourtant, il ne s'agit jamais dans mon travail de cinéaste d'écraser le spectateur dans le pessimisme ou de lui infliger une leçon de morale et le contraindre à un quelconque devoir de mémoire. Au contraire, il s'agit toujours pour moi de regarder l'humanité dans ce qu'elle a de plus faillible et de faire de cette souffrance un refus, mais aussi d'en tirer la force d'espérer et d'aimer une humanité si fragile.

Il y a quelques années, j'ai pris conscience que je n'interrogeais que les actes de violence résultant de systèmes de pensées auxquels je suis opposé. Il est évidemment plus facile de juger les actes de ses adversaires que ceux de son propre camp... J'ai alors eu besoin de me confronter à ma facilité à excuser, ou à trouver des raisons, à des actes perpétrés au nom de convictions proches des miennes ou d'idéologies que je peux comprendre : une violence consécutive à un désir de révolution. De plus, je me suis rendu compte que je ne m'étais jusque-là intéressé qu'aux effets de la destruction, que j'étais toujours resté du côté des victimes. Il m'a alors été nécessaire de me questionner sur les perpétrateurs des actes de violence et d'interroger les origines, les motivations, les ressorts les ayant conduit à l'irréparable. Se pencher sur les coupables soulève des questions insolubles et insupportables. Pourtant, accepter ceux-ci comme des êtres humains à part entière ne réécrit pas l'Histoire et ne les exonère d'aucun crime, mais ouvre une réflexion plus profonde sur notre humanité et sa part

la plus sombre.

J'ai commencé une recherche de longue haleine sur la violence révolutionnaire. Les années passant, mes recherches se sont resserrées sur les mouvements d'émancipation des années 60 et 70 jusqu'à se concentrer sur l'histoire de la Fraction Armée Rouge, un groupe terroriste d'extrême-gauche ouest-allemand, désigné en France sous son acronyme RAF (Rote Armee Fraktion), ou plus communément « la bande à Baader ». Le terrorisme n'est qu'échec et destruction. Il sème avec aveuglement la mort et décrédibilise ainsi ses propres ambitions révolutionnaires. Pourquoi donc certains décident volontairement d'user de cette violence ?

Cette question est particulièrement poignante quand les terroristes ne sont pas des individus vivant en marge de la société, mais justement les enfants chéris de celle-ci, ceux promis au plus bel avenir. C'est singulièrement le cas pour la jeunesse allemande de l'après guerre qui avait entre les mains les clefs d'un pays en pleine reconstruction.

Si je me suis arrêté sur l'histoire de cette jeunesse allemande, c'est que celle-ci est pour moi une histoire d'échecs et d'effrois, une tragédie exemplaire et funeste mais aussi une histoire en images, une histoire des images. »

Jean-Gabriel Périot

Une jeunesse Allemande, entre histoire et mémoire

Une approche historique par Francis Larran, professeur agrégé d'Histoire



Dans *Une jeunesse allemande* (2015), Jean-Gabriel Périot retrace le parcours des fondateurs du groupe Fraction Armée Rouge (Ulrike Meinhoff, Andreas Baader, Holger Meins, Gudrun Ensslin, Horst Mahler...), la fameuse « Bande à Baader », et raconte le glissement progressif vers la violence politique qui allait marquer les « années de plomb » à l'allemande.

Exclusivement constitué de documents d'époque, sans aucun commentaire (méthode déjà éprouvée par J.G. Périot dans plusieurs de ses courts métrages), *Une jeunesse allemande* propose une immersion au cœur de ce moment de l'histoire allemande et parvient à saisir l'affrontement à vif entre une société encombrée par son passé nazi et une jeunesse sans échappatoire. Juxtaposant trois types d'archives (reportages télévisés, films militants réalisés par des membres de la RAF eux-mêmes, extraits d'œuvres cinématographiques réalisées à l'époque), Jean-Gabriel Périot livre une interprétation stimulante de l'essor du groupuscule terroriste. S'inspirant des documentaires réalisés dans les années 60-70 par Alain Resnais et Chris Marker, il poursuit ainsi les choix réflexifs d'une filmographie attachée à comprendre, par la recherche du sens à donner aux images, le statut polymorphe de la violence dans nos sociétés.

Retour de mémoire

Une jeunesse allemande s'inscrit, tout d'abord, dans un contexte mémoriel occidental qui interroge ses années de plomb terroristes. Les débats sont relancés, en France comme en Allemagne ou en Italie (mais aussi au Japon), à chaque libération des principaux acteurs de la période. En France, Nathalie Ménigon, membre fondatrice d'Action Directe, s'est vu accorder en juillet 2007, un régime de semi-liberté, après que Joëlle Aubron, a obtenu une suspension de peine pour raison de santé. Mais les autres militants d'AD restent quant à eux en prison, alors qu'ils ont purgé en février 2005 leur peine incompressible de 18 ans. En Allemagne, la libération en mars 2007 de Brigitte Mohnhaupt (l'une des responsables de la deuxième génération de la RAF), après 24 ans d'incarcération, a également provoqué des débats, moins passionnels toutefois. La question de l'extradition de Corée du Nord des membres de l'une des armées rouges japonaises empoisonne les relations entre Pyongyang et Tokyo, même si depuis 2000, leurs enfants rentrent progressivement au Japon. Enfin l'éventuel règlement politique et historique de ces années se fait particulièrement douloureux en Italie, comme en témoignent les affaires Paolo Persichetti et Cesare Battisti.

Au-delà des incarcérations désormais en nombre réduit (3 militants de la RAF sont encore emprisonnés), c'est aussi sur le terrain de la mémoire que le débat fait rage. On a reproché à Daniel Cohn-Bendit son amitié avec le militant des Cellules révolutionnaires allemandes Hans-Joachim Klein, qu'il caché en France après qu'il eut abandonné la lutte armée en 1977. Lors du procès du même Klein, en 2001, le ministre vert des Affaires étrangères Joschka Fischer a lui aussi été rattrapé par son passé militant : des photographies montraient les deux hommes aux prises avec la police, en 1973 à Francfort. Mais le vingt-cinquième anniversaire de la mort collective de la « bande à Baader », survenue au plus fort du Deutscher Herbst de 1977 dans la prison de Stammheim, se déroule dans un pays qui a éloigné les deux spectres : la Fraction Armée Rouge n'a pas survécu à la chute de la RDA, qui avait abrité ses derniers rejetons, et l'État fédéral allemand a levé l'état d'exception permanent, celui de ses années de plomb.

Pourquoi la violence

Le film de Jean-Gabriel Périot invite à rouvrir le débat historiographique sur les causes. Comment expliquer la flambée de violence d'extrême-gauche qui embrasa les démocraties occidentales au cours des années soixante et soixante-dix ?

Les travaux conduits par les sociologues T. R. Gurr et J. C. Davies ont tenté de corréler la violence politique aux frustrations : celle-ci se développerait lorsque l'augmentation continue du niveau d'aspiration n'est plus accompagnée d'une élévation comparable des satisfactions attendues (théorie de la courbe en « J »). La modernisation accélérée soumettrait ainsi la société à une forme de désintégration géographique, sociale et économique, contre laquelle des groupuscules réagissent. La violence est en effet intégratrice et le groupuscule, une nouvelle matrice solidaire pour quelques militants en quête d'identité. Le terrorisme sanctionnerait, dans cette perspective, les « miracles » économiques allemand comme italien.

Aux yeux de M. Nouschi, le terrorisme politique semble plutôt embraser, dans une perspective plus historique, les « nouvelles » démocraties datant de l'après-1945. Dans le cas de la RFA, le consensus politique se réalise sur des fondements économiques et sociaux. Tout ralentissement dans la croissance, tout dysfonctionnement, fatal dans une société éprise d'objectifs de plus en plus qualitatifs, alimenterait la radicalisation politique. L'espoir de changement, mal canalisé par des partis alternatifs profite donc à des groupuscules extrémistes. En Italie, la stratégie de la tension, au demeurant entretenue par les services secrets, doit ainsi empêcher l'émergence d'un nouveau consensus entre la démocratie chrétienne et le PCI.

Historien des images, observateur clinique de la violence de l'affrontement, J.-G. Périot livre par ses choix de montage une autre clé d'explication : celle d'un conflit générationnel qui a dégénéré en affrontement armé. Au fil des images qu'il a sélectionnées et agencées, on voit comment la violence de l'État répond à celle de la RAF, incarnée par l'inflexibilité du chancelier social-démocrate Helmut Schmidt. « Il y a vraiment une guerre de générations. Avec le recul, on voit très bien que la société allemande les a poussés à la radicalisation, c'est un jeu qui s'est joué à deux », estime le réalisateur. Ses partis pris permettent ainsi au documentaire d'échapper aux représentations manichéennes du groupuscule qui ont dominé les débats dans l'Allemagne de la fin du XXe siècle, entre diabolisation et totémisation...

Aux origines de la Fraction Armée Rouge

Pour être comprise, la naissance du groupuscule d'extrême gauche Die Rote Armee Fraktion nécessite d'être replacée dans ses contextes historiques.

Fille d'une Guerre froide qui a tendance à favoriser la thématique de la rupture entre les partisans du libéralisme et les défenseurs des peuples opprimés par l'impérialisme, la RAF participe du mouvement de contestation étudiante qui secoue le monde occidental dans les années 1960. Partis des États-Unis, conjointement aux révoltes des minorités pour l'égalité des droits civiques, les révoltes étudiantes essaimèrent en Europe à la fin des années soixante. Sans être coordonnées ni même en relation entre elles, elles partagent des revendications communes, principalement centrées sur la dénonciation du système universitaire d'une part, et la solidarité internationale d'autre part (en premier lieu la dénonciation de la guerre du Vietnam). La couleur rouge domine les cortèges d'une génération révoltée contre ses parents : on leur reproche volontiers leur embourgeoisement, leur docilité à l'autorité, leur passivité politique face à une démocratie libérale qui asservit mais aussi face aux régimes totalitaires des décennies précédentes.



À cheval entre ces mouvements d'un nouveau type et l'extrême-gauche plus classique, le passage au « terrorisme révolutionnaire » marquera les années 1970 en Europe. La réactivation de l'espérance révolutionnaire conduit à l'éclosion de petits groupes d'extrême gauche nourris de marxisme, de maoïsme mais aussi d'anarchisme et de situationnisme. La plupart déperissent rapidement. Quelques-uns, en revanche, se radicalisent : Cellules communistes combattantes en Belgique, Mouvement du 17 novembre en Grèce, Groupe révolutionnaire antifasciste du 1er octobre en Espagne, Angry Brigade britannique, Brigades rouges italiennes, Fraction armée rouge allemande (RAF) et Armée rouge japonaise (ARJ), en France, Action directe (AD) (même si elle surgit de façon différée par rapport à 1968), Weather Underground Organization (WUO) aux États-Unis...

Née après la faillite du mouvement étudiant allemand, la Fraction Armée rouge reprend pour une part des thématiques contestataires traditionnelles dans le monde occidental : la dénonciation de la Guerre du Vietnam, de l'oppression capitaliste, des excès de la société de consommation tout comme de la course aux armements... Elle fait également siennes les interrogations politiques d'une jeune RFA en construction (les défaillances de la démocratie parlementaire au temps de la Grande Coalition, le passé national-socialiste de nombreux membres de la classe politique et industrielle de la République fédérale, la rupture idéologique du SPD avec ses racines marxistes lors du Congrès de Bad Godesberg – 1959 –, l'interdiction des partis politiques extrémistes en RFA – notamment le parti communiste –, l'adoption de lois d'état d'urgence.... Après la formation d'une nouvelle coalition socio-libérale menée par Willy Brandt en 1969, la RAF entend profiter de la désunion des forces de gauche en RFA : si une grande majorité de socialistes suit le SPD de Brandt, nombreux se partagent encore entre les K-Gruppen (groupes communistes, avec des orientations maoïstes ou staliniennes), les nouveaux partis communistes KPD et DKP/ML, les féministes, un milieu autonome qui s'oriente vers un hédonisme post-industriel et qui s'exprimera plus tard chez les Verts...

La radicalisation des futurs membres de la Bande à Baader s'explique enfin par des causes circonstancielles.

La guérilla urbaine de la RAF advient effectivement, au tournant des années 1960-1970, dans climat allemand particulièrement tendu. Des manifestations violentes se déchaînent autour de la visite du Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, en juin 1967, confrontant étudiants et « Jubelperser », des membres du SAVAK iranien armés et apparemment protégés par la police. Un étudiant, Benno Ohnesorg, est tué par balle par un policier le 2 juin 1967. Le maire, Heinrich Albertz, applaudit aux actions de la police et impute la faute à la victime. L'agent Karl-Heinz Kurras est acquitté le 21 novembre « faute d'intention ». Mais en septembre, Albertz démissionne, en reconnaissant son rôle lors des dérapages. Les manifestations de février 1968 sont encore particulièrement tendues. Le 11 avril 1968, la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, l'un des leaders de l'« Opposition extra-parlementaire » ne fait qu'envenimer la situation. Le contexte de répression accrue et d'intense propagande réactionnaire par les médias, notamment ceux du groupe Springer, favorise alors clairement et durablement la radicalisation de la RAF vers la violence armée contre l'appareil d'État.

Les objectifs idéologiques de la Fraction Armée Rouge



Au nom d'un anti-impérialisme offensif nourri par Marx, Lénine, Mao ou encore Che Guevara, la RAF entend d'abord mener, en Allemagne de l'Ouest, la lutte anti-impérialiste qui anime les différents mouvements d'extrême gauche dans le monde occidental. Il faut ainsi s'attaquer à toutes les formes d'oppression qui sévissent dans les pays du Tiers-Monde, qui peinent à réaliser leur émancipation, comme dans les pays développés où perdure l'exploitation des classes populaires. La solidarité de la RAF avec la lutte contre l'impérialisme polymorphe s'affirme par des actions directes et illégales dans les pays industrialisés en vue d'affaiblir le centre de l'impérialisme. Aux yeux des étudiants, ce dernier reste un système brutal et répressif, même s'il se donnait le masque de la démocratie.

En RFA, la Fraction Armée Rouge refuse effectivement les règles du jeu de la « démocratie formelle » afin que le système fédéral révèle son véritable visage. La répression policière qui avait suivi les premières actions de la gauche extraparlamentaire à Berlin et à Francfort avait conforté beaucoup d'étudiants dans l'idée que la République fédérale allemande avait jeté son masque et était entrée dans une phase « fascisante ». Ces étudiants avaient cru trouver confirmation de leur thèse dans l'actualité. Déjà dans certains Länder, le NPD (Parti national-démocrate d'Allemagne), un parti néo-nazi, avait obtenu 10 % des voix lors des élections législatives de 1966. Des « lois d'urgence » (Notstandsgesetze) étaient préparées par la grande coalition, à laquelle participait aussi le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne). Ces lois étaient prévues pour donner les pleins pouvoirs à l'exécutif en cas de crise extérieure et intérieure. Selon les étudiants en lutte, ce projet de loi ne constituait pas seulement une menace pour les libertés démocratiques, il niait aussi l'expérience historique de la fin de la République de Weimar. Pour beaucoup, il incombait d'organiser au plus vite la résistance contre toutes les convergences qui menaient vers un « État fasciste » et de trouver des formes de lutte adéquates pour lui barrer le chemin. En agissant de la sorte, la RAF compte aussi laver l'honneur perdu de l'Allemagne, en menant la lutte contre le nazisme que les aînés n'avaient pas menée.

La stratégie terroriste de la Fraction Armée Rouge

Investi de la mission de révéler la terreur de l'Etat, la RAF entend retourner l'arme contre l'ennemi à abattre. Sa tactique clandestine sera ainsi celle de la guérilla urbaine. D'après Sur la conception de la guérilla urbaine, manifeste théorique rédigé en 1971, il faut « toucher l'appareil d'Etat en des points précis, le mettre hors d'usage, détruire le mythe de l'omniprésence et de l'invulnérabilité du système. » La RAF part en effet du constat suivant : « Quelle direction doivent prendre les ouvriers pour (...) s'engager dans la voie de la révolution ? Ils [les actuels partis révolutionnaires de masse] disent aux ouvriers qu'ils doivent abolir la domination du capital, édifier la dictature du prolétariat (...). Même un parti ouvrier organisé à l'échelle nationale, ancré dans les masses, formé et éduqué sur les principes bolcheviks, ne pourra empêcher la classe dominante d'envoyer la police et l'armée contre les manifestants et les grévistes ». L'incapacité de la gauche à répondre autrement que par l'indignation résignée et l'incantation se traduit par son incessante division et son inaptitude à combattre réellement l'ordre établi. La RAF prend cette division comme argument en faveur de « l'initiative révolutionnaire » : « Nous doutons que l'alliance entre les intellectuels socialistes et le prolétariat puisse être soudée par des déclarations de programmes (...). Nous affirmons qu'il ne peut y avoir de processus d'unification sans initiative révolutionnaire, sans l'intervention pratique d'une avant-garde formée des ouvriers et des intellectuels socialistes, sans lutte anti-impérialiste concrète ».

La guérilla urbaine ne vise pas la conquête du pouvoir, à la manière des putschistes. Son horizon est celui de la « Révolution totale ». Ils savent ne pas pouvoir espérer un renversement ou un effondrement de l'adversaire à court terme. Leur but est de déclencher un processus, de mobiliser peu à peu les « masses engourdies », de déclencher, en leur faisant prendre conscience, des forces révolutionnaires et d'induire, en renversant les rapports de force existants, une dynamique par laquelle le système viendrait à s'effondrer de l'intérieur. Tel est le scénario prospectif conçu par les groupes de guérilla urbaine à leurs débuts.

Premières offensives



Ainsi conçu, le combat de la RAF contre l'ennemi impérialiste passe par de nombreuses attaques contre les institutions allemandes (police et justice), l'armée américaine, ou les sièges de multinationales. Ses enlèvements et assassinats politiques, font ainsi la une de l'actualité allemande jusqu'à l'autodissolution du groupe en 1998.

Le 3 avril 1968, un groupe constitué autour d'Andreas Baader et de Gudrun Ensslin allume des incendies dans deux grands magasins de Francfort. Baader et Ensslin sont arrêtés le 5 avril et condamnés, le 31 octobre, à une peine de trois ans de prison ferme. Mais ils s'enfuient avant leur incarcération, et entrent en clandestinité. Ce sont les origines de la Rote Armee Faktion et du terrorisme allemand. Après l'attentat sur Dutschke le 11 avril, les violences perdurent et culminent le 4 novembre 1968 avec la « Schlacht am Tegeler Weg », bataille

entre la police et un millier d'étudiants armés de pavés. Le bilan est de 130 policiers et 21 manifestants blessés. Le fait que la police se soit servie d'armes à feu justifie pour les révolutionnaires le stockage d'armes telles que des bombes incendiaires, trouvées par la police à la fin de 1968. Leur devise est désormais « Macht kaputt, was euch kaputt macht » : « cassez ce qui vous casse ».

L'année 1972, année de la première offensive de la RAF, au cours de laquelle sont perpétrés en l'espace d'un mois plusieurs attentats (attentats à la bombe contre le 5e corps de l'armée américaine à Heidelberg le 5 mai ; le 19 mai, attentat contre des commissariats de police à Augsburg, ainsi que, le lendemain, à Munich ; contre le QG des forces américaines en Europe basé à Francfort, le 24), marque une étape dans la prise de conscience de la menace.

Déplacement de la lutte



La plupart des militants de la première génération, dont Ulrike Meinhof et Andreas Baader, sont arrêtés en 1972 et incarcérés au QHS de la prison de Stammheim à Stuttgart. Ils utilisent alors l'enceinte de la prison comme une arène à part entière du conflit qui les oppose à l'Etat ouest-allemand. La prison devient champ de bataille politique, le théâtre d'une stratégie de subversion qui passe notamment par des grèves de la faim et la dénonciation, par le biais des avocats du groupuscule, des conditions inhumaines d'un isolement assimilé à un acte de torture. L'objectif est d'infliger une épreuve idéologique à l'Etat dont la réaction, face aux membres de la RAF, parut à beaucoup démesurée et fort peu respectueuse de exigences démocratiques.

Tenu entre 1975 et 1977, le procès des membres du noyau central de la première génération de la Fraction Armée Rouge s'inscrit dans la même perspective. Événement judiciaire marquant pour la jeune République fédérale, le procès de Stammheim a fait l'objet d'un investissement massif de la part des accusés et de leurs avocats. Discernant dans le procès une occurrence de « justice politique », l'enjeu est de démontrer l'incapacité de l'État à se soumettre à ses propres exigences, et par-là même de dévoiler sa nature « fasciste ». Ils entendent réaliser cet objectif en faisant un usage stratégique du droit.

Le procès qui ébranle la société allemande sert de toile de fond à une terrible année 1977 qui, rythmée par les plaidoiries agressives des avocats de la RAF, voit se succéder une série d'événements dramatiques, savamment orchestrés par la « deuxième génération » du groupuscule. On retiendra ici, par exemple : l'assassinat du procureur général de la République, Siegfried Buback, à Karlsruhe et celui du banquier Jürgen Ponto en 1977 mais aussi le détournement d'un avion de passagers à Mogadiscio ainsi que les suicides d'Andreas Baader,

de Gudrun Ensslin et de Karl Raspe dans la prison de Stammheim. Tournant clé du Deutschen Herbst (l'« Automne allemand »), la RAF kidnappe, le 5 septembre 1977 à Cologne, Hans Martin Schleyer afin d'obtenir la libération d'une partie de ses membres également emprisonnés à Stammheim. Ancien Waffen SS, président du patronat allemand, représentant de la « collusion répressive entre capitalisme et facisme », Schleyer est exécuté le 19 octobre.

La RAF et la RFA dans l'arène



Comprenant le rôle-clé des média dans les sociétés contemporaines, la RAF, s'appuie, à l'instar des Brigades rouges italiennes, sur la presse pour manipuler l'opinion publique. Il s'agit autant d'attirer l'attention sur les revendications du groupe révolutionnaire que de prouver l'incapacité de l'Etat à maintenir l'ordre. Certains ont évoqué une forme de violence « rétro-commandée » par les média car les terroristes entretiennent des relations réciproques avec les journalistes. D'où une surenchère dans les actes commis pour mieux placer le duel entre la RAF et l'État allemand dans une arène politique surmédiatisée, dont les Allemands seraient le témoin privilégié, processus subtilement reproduit par le documentaire *Une jeunesse allemande*.

Pour D. Linhardt, la notion d'arène permet précisément de saisir le conflit entre les organisations de guérilla urbaine et l'État ouest-allemand sous le rapport de son caractère public. En effet, une arène suppose toujours au moins deux éléments. D'une part, elle renvoie à l'existence d'un espace d'interactions dans lequel des personnes ou des groupes s'affrontent violemment. D'autre part, l'arène suppose la présence de spectateurs intéressés et affectés par le spectacle. Or, ce public fait peser une contrainte supplémentaire sur les protagonistes : ils ne doivent pas seulement dominer l'adversaire, mais également susciter des jugements favorables de la part des spectateurs. Cette contrainte conduit à deux conséquences : d'une part, les protagonistes intègrent dans leurs calculs l'effet produit sur le public, de sorte que l'espace médiatique devient lui-même un espace d'opération stratégique ; d'autre part, dans la mesure où cet espace médiatique n'est pas une simple caisse de résonance, mais où s'y déploient des capacités critiques qui peuvent échapper aux calculs prospectifs des protagonistes, les différents éléments du public se constituent en instances à part entière du conflit lui-même.

C'est uniquement en tenant compte du fait que le conflit entre État et guérilla urbaine s'est déroulé sous l'œil d'un public qui a porté des jugements sur les protagonistes du conflit que l'on peut comprendre que ce qui a eu lieu n'est pas seulement une « réaction étatique », mais une gigantesque controverse sur l'État et, plus spécifiquement, sur la légitimité de ses manifestations de force. C'est sur le fond de cette controverse que s'est progressivement élaboré un nouvel accord sur l'emploi légitime de la force par l'État, jusque dans ses réalisations et ses dispositifs les plus concrets. Que peut l'État ? Qu'a-t-il le droit de faire ? Toutes ses mesures sont-elles véritablement justifiées ? Qu'est-ce qu'une « démocratie capable de se défendre » (*wehrhafte Demokratie*) ? Ces questions ont été éprouvées dans une sorte de processus expérimental grandeur nature).

Débats sur la violence d'État

Depuis les années 1960, le thème de l'État répressif a constamment été mobilisé à l'extrême gauche. À partir du milieu des années 1970, ce thème se répand et transcende largement son milieu d'origine, tout en se transformant dans le sens d'une critique visant non plus à dénoncer l'État total, mais plus prosaïquement les atteintes aux libertés des personnes. Le thème des libertés publiques s'installe durablement dans l'espace public. Des doutes s'installent sur l'État. L'on apprend que les services de protection de la constitution (Verfassungsschutz) ont eu recours à des agents provocateurs qui, infiltrés dans les cercles d'extrême gauche, les poussaient au crime, voire leur procuraient des armes et des explosifs. Des associations de défense des libertés publiques (Bürgerrechtsbewegung) sont créées. Celles-ci, tout en se distanciant des « terroristes », voire en les condamnant sévèrement, s'attèlent à une critique de l'État qui se fait au fil du temps plus véhémence. Sous le prétexte du terrorisme, celui-ci mettrait en place un système « orwellien » de surveillance totale, mettrait en cause les libertés individuelles. Le chancelier Schmitt n'avait-il pas affirmé que la lutte contre le terrorisme requerrait que l'on poussât l'État de droit jusqu'à ses limites ? Eh bien, ces limites auraient volé en éclats ! On fait le procès public des institutions de sécurité. On produit des textes, des preuves, des documents glanés ici et là. C'est ainsi, par exemple, que le dispositif de surveillance aux frontières mis en place par le ministre de l'Intérieur Maihofer est dévoilé. Il s'agissait de fichier toutes les personnes âgées de 18 à 35 ans dans les bagages desquelles on trouverait de la « littérature subversive ». Or la liste distribuée aux douaniers de revues et périodiques « gauchistes » devant attirer leur attention comprenait pas moins de 240 titres, dont le magazine d'actualité Spiegel ! L'affaire a conduit à la démission du ministre.

Cette affaire n'est qu'un exemple et n'est pas restée isolée, jetant un voile de soupçon plus large sur la lutte anti-terroriste. Certains ont ainsi pensé que le suicide d'Ulrike Meinhof en prison en 1976 avait été provoqué, que la mort par balles d'untel ou untelle lors d'une tentative d'arrestation cachait une exécution déguisée ou bien encore que les fichiers de police, destinés à lutter contre le terrorisme, permettraient de recenser des millions de citoyens. On a encore soupçonné les « interdictions professionnelles » (Berufsverbote) dirigées contre les fonctionnaires soupçonnés de prendre parti pour le terrorisme d'être un commode moyen pour se débarrasser des esprits critiques.

De fait, « l'Automne allemand » a bousculé les fondements sur lesquels cette société pensait être installée solidement après le traumatisme du national-socialisme. La question de la RAF s'imposait soudain comme une véritable épreuve pour la République fédérale. En brandissant les armes, une partie de la jeunesse allemande ne rattrapait-elle pas la lutte contre le fascisme que les aînés n'avaient pas menée ? Ses méthodes et ses principes ne rejoignent-ils toutefois pas dangereusement les procédés des groupes nationaux-socialistes des années 1930 ? Face au dilemme, les autorités publiques et la société allemande tout entière étaient contraintes d'ajuster leur réaction à ce qui était attendu d'un État et d'une société qui devaient se montrer d'autant plus circonspects qu'ils avaient succédé à l'indignité du Troisième Reich.

Ces débats trouvent une résonance toute particulière dans les pays occidentaux traumatisés, depuis le 11 septembre 2001, par la récurrence et la violence croissante du terrorisme islamiste. Quelle réplique politique et juridique une démocratie est-elle en droit d'infliger à ses ennemis sans renier ses propres fondements moraux, et sans attenter aux libertés de ses citoyens ?

Consulter par exemple J. C. Davies (éd.), *When Men Revolt and Why New York* et T. R. Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton, 1972.

M. Noushi, *La démocratie aux Etats-Unis et en Europe (1918-1989)*, Paris, 1999, p. 319 sq.

D. Linhardt, « Réclusion révolutionnaire. La confrontation en prison entre des organisations clandestines révolutionnaires et un Etat – le cas de l'Allemagne dans les années 1970 », *Cultures & Conflits*, 55, 2004, p. 113-148 et « Légitime violence ? Enquêtes sur la réalité de l'État démocratique. », *Revue française de science politique*, 2/2005 (Vol. 55), p. 269-298.

Terrorisme, terroriste – des termes litigieux par excellence

Une approche philosophique, par Alain Brossat, professeur de philosophie émérite (Université Paris VIII Saint Denis).



Plutôt que des réalités ou des objets bien établis, terrorisme, terroriste sont des mots disputés, des termes d'incrimination qui se destinent à désigner et stigmatiser un ennemi absolu – celui du moment. La manifestation la plus probante du caractère litigieux de ces termes est le fait que ceux qu'ils sont destinés à désigner en récusent la validité, ne s'y reconnaissent pas. Cette particularité marque la singularité de ces termes dans le vocabulaire politique contemporain – même des termes comme « nazi », « fasciste » qui, pour des raisons historiques, sont chargés de fortes connotations négatives peuvent faire l'objet de mouvements d'appropriation par ceux qu'ils désignent – qu'ils célèbrent le nom de Hitler, arborent des croix gammées ou tendent le bras à la romaine... Dans le cas du terrorisme, cette mécanique de l'appropriation ne fonctionne jamais – le terroriste, c'est toujours l'« autre » absolu, le mal radical comme fait cet « autre ».

D'une façon générale, terrorisme, terroriste sont des mots de l'Etat et des gouvernants, au sens extensif du terme, incluant donc les médias « d'encadrement » du public qui en font un usage abondant et souvent imprécis. Ce sont des termes qui servent à désigner des ennemis de l'Etat dont le trait commun serait qu'ils recourent à des formes de violence extrêmes, dépourvues de toute légitimité, étant inspirés par des idéologies obscures et n'hésitant pas à s'en prendre aveuglément aux populations, en temps de paix. Autant ces procédures d'incrimination sont intenses, comme le rappelle le film de Jean-Gabriel Périot *Une jeunesse allemande*, autant elles sont variables, selon les circonstances : terrorisme ultra-gauche/néo-anarchiste en Europe de l'Ouest à la fin des années 1970 au début des années 1980, terrorisme « fellagah » dans le contexte de la guerre d'indépendance des Algériens, terrorisme de l'IRA en Irlande du Nord et, aujourd'hui, terrorisme islamiste... Mais je m'aperçois que j'oublie cet exemple qui a marqué notre mémoire nationale : pendant toute la durée de l'Occupation, les autorités allemandes et la Wehrmacht désignaient les résistants comme « terroristes », du simple fait qu'ils n'appartenaient pas à une armée conventionnelle.

Selon cette acception courante et qui tend aujourd'hui à faire autorité, sont terroristes des violences destinées à produire terreur et effroi et dont la caractéristique est d'être le fait de groupes ou d'individus dépourvus

de constitution étatique. Cette approche présente le grand avantage de créer une catégorie homogène (et répulsive) dans laquelle pourront être rassemblés des partisans armés de l'indépendance d'une colonie, des indépendantistes basques, des activistes du djihad, des radicaux palestiniens ou libanais, des post-gauchistes allemands, italiens ou français passés à la lutte armée, etc.

Mais il se découvre d'emblée à quel point une telle catégorie peut être fragile, voire biaisée – une construction opportuniste. En reposant sur le seul dénominateur commun de l'usage de la violence armée non légitimée (par la « communauté » des Etats), elle abolit toute différence entre les attentats commis dans des lieux publics par les néo-fascistes italiens et les services secrets et destinés à produire un effet de terreur en frappant les populations à l'aveugle (Piazza Fontana à Milan, 1969, gare de Bologne, 1980, des dizaines de morts et des centaines de blessés...) et les assassinats ciblés de personnages de l'Etat perpétrés par les Brigades rouges et autres groupes armés, au tournant des années 1970-80 - et dont le plus célèbre reste celui d'Aldo Moro, le chef de la Démocratie chrétienne.

La « violence » sanglante devient alors le seul critère d'évaluation des actions « terroristes ». Mais on ne sait que trop bien avec quelle facilité un tel critère est susceptible d'être retourné contre ceux-là même qui en font cet usage désinvolte et inflationniste... Pas besoin en effet d'avoir un esprit particulièrement scolastique pour se poser la question : pourquoi les attaques par drones et dites ciblées, effectuées sous la responsabilité directe de la Maison Blanche, et qui se destinent en principe à éliminer des dirigeants de groupes islamistes « terroristes » tout en tuant régulièrement et dans des proportions effrayantes des villageois, des femmes et des enfants (en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, etc.) ne tomberaient pas, elles-mêmes, sous le coup de cette qualification... ?

« Terrorisme », « terroriste » sont donc des mots de la guerre des mots en tout premier lieu ; ces vocables « puissants » sont un moyen efficace pour les pouvoirs qui exercent leur hégémonie sur l'ordre des discours de discréditer la violence d'ennemis dont la réserve de légitimité et de respectabilité est moindre que la leur ; un moyen, du même coup, d'inscrire leur propre violence dans un angle mort ou bien de la rendre respectable. Si l'on veut à ce que ces termes retrouvent un sens assuré, alors il faut revenir à l'élémentaire : le terrorisme est une tactique par laquelle le protagoniste d'un conflit ouvert, violent, s'efforce de produire terreur et effroi dans les rangs de son ennemi. Le terrorisme, en ce sens, est en rupture, dans ses visées comme dans ses moyens, avec les fins et les formes de la guerre (moderne) conventionnelle. Cette dernière suppose des distinctions (entre militaires et civils, champ des opérations et espaces protégés de la violence guerrière...) et le respect, en principe, de toutes sortes de conventions. Le terrorisme abolit ces distinctions et conventions et se présente comme une forme de guerre totale, c'est-à-dire illimitée ne reculant devant aucun moyen pour produire les effets escomptés – terroriser une population, faire plier l'ennemi par tous les moyens disponibles. Une généalogie même simplifiée de la montée de ces formes nouvelles de la violence terrorisante au XX^e siècle fait apparaître qu'elles sont en premier lieu, dans leurs effets massifs les plus destructeurs et déshumanisants, le fait des Etats les plus développés : le paradigme de la terreur de masse (de la violence terroriste), c'est la guerre aérienne. Le « cristal » de l'action terroriste destinée à frapper d'effroi une population et briser le moral d'une population, à mettre l'ennemi à genoux, ce sont les bombardements terroristes (c'est ainsi qu'ils furent qualifiés à l'époque) perpétrés sur les villes « ennemies » par les forces aériennes allemande, japonaise, anglaise, américaine notamment, au cours de la seconde guerre mondiale. Le paroxysme inégalé de l'action terroriste massive et dont la « perfection » est toute entière tributaire des moyens de la science, la technique et l'Etat moderne, c'est évidemment la destruction nucléaire de Hiroshima et Nagasaki.

Le glissement sémantique à la faveur duquel l'emploi des termes « terrorisme », « terroriste » devient le vecteur exclusif de la diabolisation d'ennemis absolus en manque de légitimité, ceci en l'absence de tout contrechamp sur la violence exercée par les Etats eux-mêmes, est la traduction, dans la sphère discursive, des rapports de forces au présent. Il ne faisait aucun doute, dans les années 1970, pour de vastes secteurs de l'opinion mondiale, sur tous les continents, que les bombardement américains sur les digues du Nord-Vietnam portaient la marque d'un terrorisme d'Etat particulièrement révoltant. Les temps ont changé, ces mots de combat sont devenus l'outil courant d'une démonologie indissociable d'une invouable guerre des civilisations.

Biographies



- **Andreas Baader** : né le 6 mai 1943 à Munich, mort le 18 octobre 1977 à Stuttgart. A Berlin, il travaille comme ouvrier en bâtiment et comme journaliste dans la presse à sensation. Il s'intéresse également à la littérature et à la philosophie. Membre et chef de l'organisation révolutionnaire allemande RAF (Rote Armee Fraktion), il fut impliqué dans cinq attentats à la bombe durant l'année 1972. Arrêté cette même année, il fut emprisonné ainsi que sa compagne Gudrun Ensslin, cofondatrice de la RAF, et un membre de leur mouvement en 1977, et tous les trois retrouvés morts dans leur cellule. Les médecins légistes conclurent à un suicide collectif, bien que des militants d'extrême-gauche affirment qu'ils ont été tués.
- **Rudi Dutschke** : né le 7 mars 1940 à Schönefeld et mort le 24 décembre 1979 à Aarhus (Danemark). Sociologue marxiste, il est le représentant le plus connu du mouvement étudiant de RFA en 1968. Par la suite, il contribue à fonder le parti politique Die Grünen.
- **Gudrun Ensslin** : née le 15 août 1940 à Bartholomä et morte le 18 octobre 1977 à Stuttgart. Etudiante en philosophie, elle fonde en 1963, avec B. Vesper, une maison d'édition Studio für neue Literatur. En 1965, elle prépare un doctorat à la Freie Universität et commence alors à fréquenter les milieux d'extrême gauche. Elle est condamnée en 1968 à trois ans de prison pour l'incendie du grand magasin Kaufhaus Schneider à Francfort. En mai 1970, G. Ensslin et U. Meinhof font évader Andreas Baader et constituent alors la Fraction Armée Rouge. Elle passe l'été 1970 avec les principaux dirigeants de la RAF dans un camp du Fatah en Jordanie où elle est formée à la lutte armée. De retour en Allemagne, elle participe à des at-



taques de banque. En 1972, elle est arrêtée à la suite d'une série d'attentats à la bombe sur des bâtiments militaires américains établis en Allemagne, des postes de police et le bureau d'impression des journaux Springer. En 1977, elle est condamnée à la prison à perpétuité. Elle se suicide le 18 octobre 1977.

- **Horst Mahler** : né le 23 janvier 1936 à Haynau. Avocat allemand connu pour avoir été membre fondateur de la Fraction Armée Rouge dans les années 1970, il se distingue ensuite par ses positions néonazies. Il rejoint en 2000 le Parti nation-démocrate, un parti allemand d'extrême-droite. Il est incarcéré depuis 2009 pour ses idées négationnistes.

- **Ulrike Meinhof** : née le 7 octobre 1934 à Oldenbourg et morte le 9 mai 1976 à Stuttgart. Fille de l'historien W. Meinhof, étudiante en philosophie et en pédagogie, elle devient membre du Mouvement des étudiants socialistes en 1957. En 1968, elle devient l'éditorialiste de Konkret, la revue de son conjoint K. R. Roehl. Elle écrit Bambule (Mutinerie), film réalisé par E. Itzenplitz sur de jeunes filles internées, qui sera censuré pendant plus de vingt ans. En 1968, elle rejoint les membres fondateurs de la RAF. Elle participe en 1970 à la libération d'A. Baader et organise plusieurs attentats dont la destruction de l'ordinateur américain chargé de programmer les bombardement de la guerre du Vietnam. Arrêtée le 15 juin 1972, elle se « suicide » dans sa cellule le 9 mai 1976.

- **Holger Meins** : né le 26 octobre 1941 à Hambourg et mort le 9 novembre 1974 à Wittlich. Membre de la première génération de la RAF, il est soupçonné d'avoir participé aux attentats contre des installations militaires américaines. Il est arrêté le 1er juin 1972 avec A. Baader et J.-C. Raspe à Francfort. Il mène plusieurs grèves de la faim pour protester contre les conditions d'incarcération. Il décède au 58e jour de sa troisième grève de la faim en 1973.

- **Hanns-Martin Schleyer** : né le 1er mai 1915 et mort le 18 octobre 1977. Après un passage dans les jeunesses hitlériennes, il rejoint les SS en 1933 et adhère au NSDAP en 1937. Il fait partie des responsables de la politique d'extermination en Tchécoslovaquie occupée. En 1951, il rejoint Daimler-Benz, dont il devient président à la fin des années 1960. Dans le même, il devient responsable de plusieurs organisations patronales allemandes. Le 5 septembre 1977, il est enlevé à Cologne par la Fraction Armée Rouge et est assassiné le 18 octobre 1977.

- **Axel Springer** : né le 2 mai 1912 à Hambourg et mort le 22 septembre 1985 à Berlin-Ouest. Magnat de la presse allemande et européenne (Bild...), fondateur du groupe d'édition Axel Springer, il est pris à partie, à la fin des années 1960, par les mouvements étudiants de gauche à propos des prises de positions conservatrices de ses journaux. La tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, le 11 avril 1968, est ainsi associée aux campagnes calomnieuses de la presse de Springer. En 1974, en réponse à la politique de sécurité et de répression de l'Etat et à la presse de Springer, l'écrivain H. Böll publie L'honneur perdu de Katharina Blum.

Chronologie : La Bande à Baader



- **2 juin 1967** : Manifestations contre la visite d'État du Shah de Perse à Berlin, durant lesquelles un étudiant nommé Benno Ohnesorg est tué par un policier.
- **17 - 18 février 1968** : Rudi Dutschke prononce un discours contre la guerre du Vietnam devant des milliers d'étudiants à l'Université technique de Berlin.
- **2 avril 1968** : Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Thorwald Proll et Horst Söhnlein mettent le feu à un grand magasin de Francfort pour protester contre le « génocide au Vietnam ».
- **3 avril 1968** : Les quatre incendiaires sont arrêtés dans un appartement à Francfort.
- **11 avril 1968** : Rudi Dutschke se fait tirer dessus par un extrémiste de droite. Des émeutes éclatent dans les rues et le siège du groupe de presse Axel Springer est attaqué.
- **14 octobre 1968** : Début du procès contre les « incendiaires du grand magasin » (dont Andreas Baader et Gudrun Ensslin).
- **31 octobre 1968** : Les « incendiaires du grand magasin » sont condamnés à une peine de trois ans de prison.
- **13 juin 1969** : Les « incendiaires du grand magasin » sont libérés en attendant le verdict de leur appel.
- **Juin - novembre 1969** : Ensslin et Baader dirigent un « collectif jeunes » en attendant le résultat de leur appel.
- **Novembre 1969** : L'appel des incendiaires est rejeté. Baader et Ensslin disparaissent dans la clandestinité, d'abord en France, puis en Italie.
- **Février 1970** : Baader et Ensslin rentrent à Berlin et rencontrent Ulrike Meinhof.
- **4 avril 1970** : Baader est arrêté.
- **14 mai 1970** : Baader est libéré par Meinhof, Ensslin et d'autres – un employé du "Deutsches Zentralinstitut für soziale Fragen" (Institut central allemand pour les affaires sociales) est tué. Cette libération est considérée comme la naissance de la Fraction Armée Rouge (RAF - Rote Armee Fraktion).
- **8 juin - 5 août 1970** : Les premiers membres de la RAF suivent un entraînement militaire dans un camp de l'Organisation de libération de la Palestine El Fatah en Jordanie.
- **29 septembre 1970** : La RAF commet trois cambriolages de banques à Berlin et emporte plus de 200 000 DM (environ 100 000 euros).
- **8 octobre 1970** : Les membres de la RAF Ingrid Schubert, Horst Mahler, Brigitte Asdonk et Irene Goergens sont arrêtés.
- **15 janvier 1971** : Deux attaques de banques – 110 000 DM (55 000 euros) sont emportés.
- **6 mai 1971** : Astrid Proll est arrêtée.
- **15 juillet 1971** : Raid massif de la police dans le nord de l'Allemagne. Première mort d'un membre de la RAF : Petra Schelm est tuée.
- **1er septembre 1971** : Horst Herold devient président de la BKA (Agence fédérale d'investigation criminelle) et révolutionne les méthodes d'enquête, en

utilisant les nouvelles technologies informatiques.

- **22 octobre 1971** : Le policier Norbert Schmid est abattu. Margit Schiller, membre de la RAF, est arrêtée.
- **22 décembre 1971** : Attaque de banque, au cours de laquelle un policier est tué.
Butin : 135 000 DM (67 000 euros).
- **11 mai 1972** : Attentat à la bombe chez les V Corps américains basés à Francfort – treize blessés, un mort.
- **12 mai 1972** : Attentat à la bombe au quartier général de la police à Augsburg – cinq blessés. Des voitures piégées sont placées devant la LKA à Munich (Agence d'investigation criminelle d'État). Les dégâts sont considérables.
- **15 mai 1972** : La voiture du juge fédéral Buddenberg est attaquée. Sa femme est gravement blessée.
- **19 mai 1972** : Attentats à la bombe sur le groupe de presse Axel Springer – dix sept blessés.
- **24 mai 1972** : Des voitures piégées sont placées devant le quartier général européen de l'armée américaine – trois morts, cinq blessés.
- **31 mai 1972** : La plus grande opération de police de l'histoire de la République Fédérale d'Allemagne a lieu ("Aktion Wasserschlag").
- **1er juin 1972** : Après un échange de coups de feu avec la police, Baader, Holger Meins et Jan-Carl Raspe sont arrêtés à Francfort.
- **7 juin 1972** : Gudrun Ensslin est arrêtée dans une boutique de mode de Hambourg.
- **9 juin 1972** : Brigitte Mohnhaupt et Bernhard Braun sont arrêtés.
- **15 juin 1972** : Ulrike Meinhof et Gerhard Müller sont arrêtés.
- **5 septembre 1972** : Le groupe terroriste palestinien « Septembre Noir », faction de l'OLP, tue onze athlètes de l'équipe olympique israélienne et un policier à Munich. Cinq terroristes sont abattus.
- **17 janvier - 12 février 1973** : Première grève de la faim des membres de la RAF prisonniers pour protester contre leur détention en isolement.
- **8 mai - 29 juin 1973** : Deuxième grève de la faim des membres de la RAF.
- **4 février 1974** : Christian Eckes, Helmut Pohl, Ilse Stachowiak, Eberhard Becker, Wolfgang Beer et Margrit Schiller sont arrêtés. Astrid Proll est libérée après avoir été jugée inadaptée à l'emprisonnement et disparaît dans la clandestinité.
- **27 août 1974 - 2 février 1975** : Troisième grève de la faim.
- **9 novembre 1974** : Prison de Wittlich : Holger Meins meurt à la suite de sa grève de la faim.
- **10 novembre 1974** : Le plus âgé des juges senior de Berlin, Günter Von Drenkmann, est abattu par le «

Mouvement du 2 juin ».

- **18 novembre 1974** : Dutschke lève le poing lors des funérailles d'Holger Meins et déclare : « Holger, la lutte continue ! »
- **27 février 1975** : Le « Mouvement du 2 juin » enlève le politicien de la CDU Peter Lorenz.
- **4 mars 1975** : Peter Lorenz est relâché lorsque leurs exigences sont satisfaites.
- **24 avril 1975** : L'ambassade d'Allemagne à Stockholm est occupée par le «Commando Holger Meins» – trois morts, plusieurs blessés.
- **21 mai 1975** : Premier jour du procès de Baader, Ensslin, Meinhof et Raspe à Stammheim.
- **9 mai 1976** : Meinhof est retrouvée pendue dans sa cellule à Stuttgart-Stammheim.
- **14 janvier 1977** : Le juge senior Theodor Prinzing est forcé de se retirer après avoir transmis des dossiers confidentiels à un tiers.
- **27 janvier 1977** : Brigitte Mohnhaupt est libérée.
- **29 mars – 1er mai 1977** : Quatrième grève de la faim.
- **7 avril 1977** : Assassinat du procureur général fédéral Siegfried Buback, de ses gardes du corps et de son chauffeur.
- **28 avril 1977** : Fin du procès de Stammheim : Baader, Ensslin et Raspe sont condamnés à la détention à perpétuité.
- **30 juillet 1977** : Le banquier Jürgen Ponto est assassiné lors d'une tentative d'enlèvement par Mohnhaupt, Susanne Albrecht et Christian Klar.
- **25 août 1977** : Une tentative de tirer sur le Barreau fédéral allemand échoue.
- **9 août - 2 septembre 1977** : Cinquième grève de la faim.
- **5 septembre 1977** : L'industriel Hanns Martin Schleyer est kidnappé dans l'espoir de faire libérer Baader, Ensslin, Raspe et d'autres.
- **22 septembre 1977** : Knut Folkerts est arrêté à Utrecht (Pays-Bas) – un policier est tué.
- **29 septembre 1977** : Les détenus de Stammheim n'ont plus le droit de communiquer entre eux.
- **13 octobre 1977** : Quatre terroristes palestiniens détournent l'avion de la Lufthansa « Landshut » dans une tentative d'obtenir la libération de prisonniers de la RAF et de prisonniers palestiniens.
- **16 octobre 1977** : Le pilote du « Landshut » est abattu.
- **17 octobre 1977** : Le GSG 9 libère les otages du « Landshut » à Mogadiscio. Le lendemain matin, Baader, Raspe et Ensslin sont retrouvés morts dans leurs cellules à Stammheim. Une autre détenue, Irmgard Möller, survit à de graves blessures.
- **19 octobre 1977** : Hanns-Martin Schleyer est abattu par la RAF.

Documents autour de la RAF

Document 1: Affiche placardée par la police en RFA (1972)

Anarchistische Gewalttäter

– Baader/Meinhof-Bande –

Wegen Beteiligung an Morden, Sprengstoffverbrechen, Banküberfällen und anderen Straftaten werden steckbrieflich gesucht:

				
Meinhof, Ulrike, 7. 10. 34 Oldenburg	Baader, Andreas Bernd, 6. 5. 43 München	Ensslin, Gudrun, 15. 8. 40 Bartholomäus	Klein, Holger Klein, 26. 10. 41 Hamburg	Raspe, Jan Carl, 28. 7. 44 Siefeld
				
Schabert, Ina, 17. 5. 51 Frankfurt/M.	Jochen, Klaus, 6. 9. 47 Mainhausen	Augustin, Ingrid, 20. 11. 49 Amsterdam	Braun, Berndt, 25. 2. 45 Berlin	Wetters, Ralf, 21. 8. 48 Berlin
				
Bern, Ingerborg, 2. 7. 48 Berlin	Müller, Ingrid, 13. 5. 47 Rostock	Malsbenden, Brigitte, 24. 6. 49 Rheinberg	Achterath, Axel, 15. 4. 35 Hannover	Hammerwaldt, Katharina, 14. 12. 41 Danzig
				
Kren, Ina, 24. 8. 47 Elmberg	Haase, Hans-Joachim, 24. 1. 52 Teltow-Berlin	Brockmann, Udo, 1. 3. 48 Göttingen	Pichler, Alfred, 18. 12. 41 Stuttgart	

Für Hinweise, die zur Ergreifung der Gesuchten führen, sind insgesamt 100 000 DM Belohnung ausgesetzt, die nicht für Beamte bestimmt sind, zu deren Berufspflichten die Verfolgung strafbarer Handlungen gehört. Die Zuerkennung und die Verteilung erfolgen unter Ausschluß des Rechtsweges.

Mitteilungen, die auf Wunsch vertraulich behandelt werden, nehmen entgegen:

Bundeskriminalamt – Abteilung Sicherungsgruppe –
53 Bonn-Bad Godesberg, Friedrich-Ebert-Straße 1 – Telefon: 02229 / 53001
oder jede Polizeidienststelle

Vorsicht! Diese Gewalttäter machen von der Schußwaffe rücksichtslos Gebrauch!

Document 2: Construire l'armée rouge

Déclaration officielle et fondatrice de la RAF publiée le 5 juin 1970 dans la revue *Agit 883*

« Camarades du 883 [revue qui a été de 1968 à 1973 le principal organe de la scène « underground »], cela n'a aucun sens que d'expliquer ce qui est correct aux gens qui ne le sont pas.

Cela, nous l'avons suffisamment longtemps. L'action de libération de Baader, nous ne devons pas l'expliquer aux radoteurs intellectuels, à ceux qui flippent, à ceux qui savent tout sur tout, mais aux couches populaires potentiellement révolutionnaires.

C'est-à-dire, ceux qui peuvent immédiatement comprendre cet acte, parce qu'ils sont eux-mêmes prisonniers.

Ceux qui ne peuvent rien commencer avec le blabla des « gauches », parce que c'est sans conséquences et sans actions. Ceux qui en ont marre!

L'action de libération de Baader, vous devez l'expliquer aux jeunes du quartier de Märkisch, aux filles d'Eichenhof, à Ollenhauer, Heiligensee, aux jeunes du foyer pour jeunes, du centre d'aide à la jeunesse, à la maison verte [un foyer pour la jeunesse], au Kieferngrund [idem].

Aux familles nombreuses, aux jeunes travailleurs et aux apprentis, aux lycéens, aux familles des quartiers en rénovation, aux travailleurs de Siemens et d'AEG-Telefunken, de SEL et d'Osram, aux travailleuses mariées qui en plus du ménage et des enfants doivent travailler à la pièce - quelle merde !

C'est à eux qu'il faut diffuser l'action, parce qu'ils n'ont pas de dédommagements pour leur exploitation par le niveau de vie, la consommation, les Plans d'Épargne Logement, les petits crédits, la voiture moyenne. Eux qui ne peuvent pas se permettre tout ce bric-à-brac, qui ne pendent pas à tout ça.

Ceux qui ont découvert tout le caractère mensonger des promesses de futur de leurs éducateurs et professeurs et gérants d'immeuble et travailleurs sociaux et contremaîtres et responsables syndicaux et maires de quartiers, et qui n'ont peur encore que de la police. C'est à eux - et non pas aux intellectuels petits-bourgeois -, qu'il faut expliquer que c'est fini maintenant, que ça commence, que la libération de Baader n'est que le début!

Qu'une fin de la domination des flics est en vue!

C'est à eux qu'il faut dire que nous construisons l'armée rouge, que c'est leur armée.

C'est à eux qu'il faut dire que tout commence. Ils ne vous demanderont pas stupidement : pourquoi maintenant précisément? Ils ont derrière eux mille chemins vers les autorités et les administrations, la valse des procès, les salles d'attente, et toujours la date où cela a réussi et celle où ça n'a pas réussi.

Et la discussion avec la prof sympa, qui n'a pas pour autant empêché le transfert en lycée professionnel, et la responsable du jardin d'enfant qui elle non plus n'y pouvait rien qu'il n'y ait pas de place.

Eux ne vous demanderont carrément pas pourquoi maintenant!

Ils ne vous croiront certainement pas si vous n'êtes pas capables de diffuser le journal avant qu'il soit confisqué.

Parce que vous ne devez pas agiter les mange-merdes de gauche, mais les gauches objectives, vous devez construire un réseau de distribution inatteignable par les porcs.

Ne bavardez pas comme quoi c'est trop dur. L'action de libération de Baader n'était pas non plus une sinécure. Si vous avez compris ce qui se passe (et vos commentaires montrent que vous avez compris, mais c'était de la merde opportuniste de trous de culs que de dire que vous auriez vous aussi une balle dans le ventre), si vous avez compris quelque chose, vous devez organiser de manière meilleure la diffusion. Et nous ne vous dirons pas plus sur les méthodes que sur les plans d'actions - bandes d'emprisonnés dans les tourbières! Tant que vous vous laissez choppés, vous ne pouvez pas donner de conseils aux gens pour qu'ils ne se fassent pas chopper. Qu'est-ce que l'aventurisme? S'introduire soi-même des indics. Alors.

Qu'est-ce que cela signifie, porter les conflits à leur pointe? Cela signifie : ne pas se laisser massacrer.

C'est pourquoi nous construisons l'armée rouge.
Derrière les parents il y a les professeurs, le juge pour enfants, la police.

Derrière le contremaître il y a le chef, le bureau du personnel, la protection du travail, le travailleur social, la police.

Derrière le concierge il y a le gérant, le propriétaire, l'huissier, la menace d'expulsion, la police.
Ils arrivent par cela ce que les porcs font avec les censures, les licenciements, les renvois, avec les scellés et les matraques. Évidemment qu'ils saisissent leurs armes de service, au gaz lacrymogène, aux grenades et aux mitraillettes, évidemment qu'ils font l'escalade des moyens, s'ils n'y arrivent pas autrement.

Évidemment que les Gis au Vietnam sont formés de manière nouvelle à la tactique de la guérilla, que les bérêts verts ont des cours sur la torture. Et alors?

Il est clair que les peines seront alourdies pour les politiques. Vous devez rendre clairs le fait que c'est de la merde social-démocrate que de prétendre que l'impérialisme, avec tous ses Neubauer [sénateur de Berlin] et Westmoreland [commandant des forces US au Vietnam de 1964 à 1968 puis chef d'état-major], Bonn [capitale administrative], le sénat, le tribunal pour jeunes et les administrations d'arrondissements, tout le bordel des porcs, se laisserait noyauter, balader, prendre au dépourvu, intimider, dissoudre sans combat.

Rendez clair le fait que la révolution ne sera pas une balade printanière. Que les porcs feront l'escalade des moyens aussi loin qu'ils le pourront, mais également pas plus loin.

Afin que les conflits puissent en arriver à être accentués jusqu'à leur résolution, nous construisons l'armée rouge.

Sans construire en même temps l'armée rouge, tout conflit se gâte, devient réformisme tout travail politique dans l'entreprise et à Wedding [quartier de Berlin-Ouest] et dans le Märkischen Viertel [cité-dortoir de Berlin-Ouest] et à la Plötze [prisons pour femmes de Berlin-Ouest / Plötzensee] et dans la salle du procès, c'est-à-dire: vous n'en arrivez qu'à de meilleurs moyens disciplinaires, de meilleures d'intimidation, de meilleures méthodes d'exploitation. Cela casse le peuple et ne casse pas ce qui casse le peuple! Sans construire l'armée rouge, les porcs peuvent tout faire, les porcs peuvent continuer: enfermer, licencier, hypothéquer, voler les enfants, intimider, tirer, dominer.

Faire que les conflits puissent en arriver à être accentués jusqu'à leur résolution, cela signifie: qu'ils ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent, mais qu'ils doivent faire ce que nous nous voulons.

C'est à eux à qui vous devez le rendre clair, ceux qui n'ont rien de l'exploitation du tiers-monde, du pétrole perse, des bananes de Bolivie, de l'or sud africain, qui n'ont aucune raison de s'identifier aux exploiters. Eux peuvent capter cela, que ce qui se commence ici a déjà commencé, au Vietnam, en Palestine, au Guatemala, à Oakland et Watts, à Cuba et en Chine, en Angola et à New York.

Eux captent cela, si vous leur expliquez, que l'action de libération de Baader n'est pas une action unique et isolée, qu'elle ne l'a jamais été, mais la première de ce type en RFA. Nom de dieu.

Ne restez pas assis sur le sofa de ton appartement perquisitionné en comptant les amours. Construisez l'appareil de diffusion correct, laissez tomber les flippés, les mangeurs de choux, les travailleurs sociaux, ceux qui ne cherchent qu'à gagner des faveurs, le pack de Lumpen.

Débrouillez-vous pour savoir où sont les foyers et les familles nombreuses et le sous-prolétariat et les femmes prolétaires, qui ne font qu'attendre de pouvoir frapper dans la gueule ceux qui le méritent. Eux prendront la direction. Et ne vous faites pas attraper, et apprenez d'eux comment on fait pour ne pas se faire attraper, ils en savent plus que vous.

Élargir les luttes de classes
Organiser le prolétariat
Commencer avec la lutte armée à construire l'armée rouge! »

Bibliographie

- F. Audren, D. Linhardt, « Un procès hors du commun ? Histoire d'une violence terroriste et de ses agents », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 5/2008 (63e année), p. 1003-1034.
- S. Aust, *Der Baader Meinhof Komplex*, 1985, rééd. 2008.
- E. Barot, « Du caractère historique des concepts de terreur et de morale révolutionnaires. », *Cahiers philosophiques* 1/2010 (N° 121), p. 9-32.
- N. Bond, « Allemagne 68. », *Histoire@Politique* 3/2008 (n° 6), p. 2-2 www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-3-page-2.htm.
- F. Bugnon, *Les « amazones de la terreur ». Sur la violence politique des femmes, de la Fraction Armée Rouge à Action directe*, Paris, 2015.
- M. Deutsch, *La décennie rouge – une histoire allemande*, Paris, 2007.
- T. Elsaesser, *Terrorisme, mythes et représentations – la RAF de Fassbinder aux T-shirts Prada-Meinhof*, Paris, 2005.
- G. Ferragu, *Histoire du terrorisme*, Paris, 2014.
- E. Husson, « La bande à Baader ou la stratégie de la terreur », *L'Histoire*, 236, mars 2002, p. 44-47.
- F. Jobard, « L'État au miroir de l'attentat. filmer le souvenir de la Fraction Armée Rouge », *Vacarme* 1/2003 (n° 22), p. 57-59.
- Ch. Kohser-Spohn, « Enseigner le terrorisme allemand des années 1970 », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 115, 2011, p. 63-86.
- D. Linhardt, « Réclusion révolutionnaire. La confrontation en prison entre des organisations clandestines révolutionnaires et un Etat – le cas de l'Allemagne dans les années 1970 », *Cultures & Conflits*, 55, 2004, p. 113-148.
- D. Linhardt, C. Moreau de Bellaing, « Légitime violence ? Enquêtes sur la réalité de l'État démocratique. », *Revue française de science politique*, 2/2005 (Vol. 55), p. 269-298.
- E. Marensin, *La Bande à Baader ou la violence révolution*, Paris, 1972.
- M. Nusch, *La démocratie aux Etats-Unis et en Europe (1918-1989)*, Paris, 1999.
- I. Sommier (dir.), *La violence révolutionnaire*, Paris, 2008.
- A. Steiner et L. Debray, *La Fraction Armée Rouge. Guérilla urbaine en Europe occidentale*, Paris, 1987, rééd. 2006.

Filmographie

- R. W. Fassbinder, *La Troisième génération*, 1979
- Stammheim, 1986 (film du procès)
- U. Edel, *La Bande à Baader*, 2008.
- V. Schlöndorff, *Les trois vies de Rita Vogt*, 2000.
- A. Veiel, *Black box BRD*, 2001
- Ch. Roth, *Fraction Armée Rouge*, 2002.
- A. Kluge, R. W. Fassbinder, V. Schlöndorff, *L'Allemagne en Automne (1977-1978)*, 2005.